

2010/05

# De Copenhague à Cancun en passant par Cochabamba...

par HARMONY VANDER STRAETEN

*Analyses &  
Études*  
Société



*Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Éducation permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro SBOLGI, Editeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.*

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

#### MONDE ET DROITS DE L'HOMME

Notre société a la chance de vivre une époque où les principes des Droits de l'Homme protègent ou devraient protéger les citoyens contre tout abus.

#### ÉCONOMIE

La Presse autant que les publications officielles de l'Union européenne et de certains organismes internationaux, s'expriment sur les problèmes de l'immigration et s'interrogent sur la manière d'arrêter ce flux important.

#### CULTURE ET CULTURES

La Belgique, dont 10% de la population est d'origine étrangère, est caractérisée, notamment, par une importante diversité culturelle

#### MIGRATIONS

La réglementation en matière d'immigration change en permanence et SIREAS est confronté à un public désorienté, qui est souvent victime d'interprétations erronées des lois par les administrations publiques, voire de pratiques arbitraires.

#### SOCIÉTÉ

Il n'est pas possible de vivre dans une société, de s'y intégrer, sans en comprendre ses multiples aspects et ses nombreux défis.

*Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur notre site [www.sireas.be](http://www.sireas.be)*



**Service International de Recherche,  
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**  
Secteur Éducation Permanente  
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles  
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58  
[educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be) – [www.sireas.be](http://www.sireas.be)

Avec le soutien  
de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

Il n'y a pas de (...) limites à la capacité d'absorption de la planète susceptibles de nous bloquer dans un avenir prévisible. Le risque d'une apocalypse due au réchauffement du climat ou à toute autre cause est inexistant. L'idée que le monde court à sa perte est profondément fausse. L'idée que nous devrions imposer des limites à la croissance à cause de limites naturelles est une erreur profonde (...) » (1) Voilà ce que déclarait en 1991 M. Lawrence Summers, vice-président de la Banque Mondiale de 1991 à 1996, qui fut par la suite secrétaire d'État au Trésor pendant la présidence de M. Clinton. Pourtant, 20 ans plus tard, tout semble indiquer que l'apocalypse due au réchauffement climatique ne relève pas tellement de la science fiction. Parmi les experts météorologiques du monde entier, tous affirment qu'une crise climatique est imminente si nous continuons à produire et consommer comme nous le faisons à l'heure actuelle. En outre, comme l'écrit Nicholas Stern, conseiller économique sous Tony Blair, « *le changement climatique va détériorer les conditions élémentaires de la vie des populations sur l'ensemble de la planète- accès à l'eau, production de nourriture, santé et environnement* » (2) Si tous les pays vont souffrir de cette situation, une fois de plus, ce sont les pays les plus pauvres qui vont trinquer le plus et les premiers. Pourquoi ? A qui la faute ? Que peut-on faire ?

## HOMMES, FEMMES ET CLIMAT...

**A** la question « Pourquoi ? », le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a tenté de donner un élément de réponse en affirmant qu'il fallait prendre en considération « *la dynamique de la population, les relations entre les sexes et le bien-être des femmes* » (3) Ce

qui revient finalement à dire, que l'évolution des Gaz à effet de serre (GES) s'explique non pas principalement par un mode de production non viable pour la planète à long terme, mais bien par une croissance de la population, population qui, à son tour, va produire et consommer et donc concourir à l'aggravation de la situation. Si l'on dépasse la simple question « Qui de l'œuf ou de la poule était là avant ? », on ne peut que s'insurger devant une telle affirmation. Ce faisant, la FNUAP accuse le taux de fécondité qui est bien entendu plus élevé chez les femmes dans les pays du Sud. Mais peut-on vraiment leur reprocher de ne pas recourir à une « meilleure »<sup>1</sup> planification familiale ? Nous ne sommes pas dupes. Dire cela leur permet de contourner le problème<sup>2</sup> et leur permet surtout de ne pas remettre leur système de production en question.

## DE SOMMETS EN SOMMETS

**A** la question « à qui la faute ? », nous serions tentés de répondre : « au capitalisme et aux grandes instances internationales qui le défendent à tout prix ». Dans leur course effrénée vers le profit, le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale poussent en effet les pays en voie de développement à se spécialiser dans la production de biens primaires agricoles, au détriment de leur souveraineté alimentaire, de leur indépendance économique et de l'écologie puisque ce phénomène accélère la déforestation.(2) S'il est vrai que le FMI et la Banque Mondiale ont clairement une part de responsabilité dans la situation actuelle, considérer la crise climatique uniquement sous l'angle de la responsabilité des instances internationales et des puissances occidentales ne sert finalement à rien dans la mesure où pour endiguer cette dernière, c'est avec une multitude d'acteurs qu'il va falloir négocier et ce, sur différents aspects de la vie. Ainsi, « *culturellement, il faudra revoir les modes de vie alors que chaque région a ses habitudes. Au niveau économique, il y aura la reconversion des méthodes de production (sachant que chaque région est différente.) Au niveau structurel, certains secteurs devront se réorganiser pour être efficaces et répondre aux critères des nouvelles coopérations. Il va falloir revoir les mécanismes des interactions entre les secteurs de production et entre les groupes humains, régions et nations.* » (4) Ceci ne pourra évidemment se faire sans de longues discussions et sans un dialogue transparent entre chaque partie prenante. Plus facile à dire qu'à faire puisque guidée par des enjeux politiques et économiques, aucune partie à table ne veut véritablement lâcher

1 Par ailleurs, qu'entend-on par « meilleure planification familiale » ? Qui peut se targuer de pouvoir poser un jugement dans ce domaine ?

2 Fait peu étonnant à quelques jours du sommet de Copenhague de décembre 2009

du lesté. Résultat : un texte peu ambitieux et peu contraignant au sortir du Sommet de Copenhague en décembre 2009. D'ailleurs, suite à cette réunion qu'il a qualifiée d' « échec », le président bolivien, Evo Morales, a décidé d'organiser en avril 2010 la « Conférence des peuples sur les changements climatiques et les droits de la Terre mère » à Cochabamba, lieu hautement symbolique puisque il a été, il y a dix ans de cela, le théâtre du soulèvement de la ville contre la privatisation des services d'eau et d'assainissement par une entreprise privée. Ainsi cet événement et cet endroit<sup>3</sup> symbolisent « *la résistance populaire à la logique de privatisation de tous les services essentiels dans ces pays (...)* » (5) Qu'on s'y réunisse pour y discuter climat n'est donc pas très surprenant. Mais qu'a bien pu apporter de plus cette énième rencontre climatique ? Pas grand-chose, si ce n'est « l'accord des peuples ». Ce texte, qui résulte de la synthèse du travail de 17 groupes de travail, essaie de trouver des solutions concrètes pour financer l'adaptation des sociétés aux contraintes écologiques. Parmi ces solutions, on trouve notamment la proposition de créer un tribunal de justice environnementale. Si l'idée est belle, elle pose néanmoins question : comment garantir que ce tribunal aura véritablement le pouvoir de contraindre les coupables à réparer leurs erreurs et à payer leurs amendes ? Par ailleurs, « *la plupart des exigences adressées aux pays industrialisés<sup>4</sup>, notamment en matière de réduction d'émission de gaz à effet de serre ou d'engagements financiers, semblent déconnectées des réalités actuelles.* » (6) Pauline Lavaud, de France Libertés, de continuer : « *On imagine mal les États du Nord engager 6% de leur PIB pour lutter contre le réchauffement climatique et ses impacts au Sud.* » (6) Ceci dit, « l'accord des peuples » a au moins le mérite de prendre en compte des solutions portées par les peuples indigènes et donc de leur donner la parole. Ainsi, s'illustre la volonté d'établir un nouveau rapport de forces dans les négociations internationales relatives au climat. (6)

## ENCORE DES MOTS, TOUJOURS DES MOTS...

**P**lus ou moins au même moment<sup>5</sup>, les délégués de 175 pays différents se réunissaient à Bonn pour préparer le Sommet de Cancun qui aura lieu en décembre 2010. Une fois de plus, rien de bien concret n'est ressorti de ces discussions, si ce n'est la bonne volonté des différents pays qui sont prêts à intensifier les pourparlers et prévoir d'autres rencontres avant celle

3 Également appelé « guerre de l'eau »

4 Réduction de 50% par rapport à 1990 des gaz à effet de serre dans les pays industrialisés, une augmentation de la température qui ne dépassera pas 1 à 1,5 degrés, le rejet du marché d'émission de carbone, l'obligation pour les pays industrialisés de consacrer 6% de leur PIB pour lutter contre le réchauffement climatique

5 Quelques jours avant

du Mexique. (8) Alors que sur le Sommet de Copenhague, certains avaient misé beaucoup d'espoir et en sont sortis déçus<sup>6</sup>, rien ne sert d'être trop optimiste quant aux résultats de la rencontre au Mexique.

Ainsi à la question « que fait-on contre le réchauffement climatique ? », nous serions tentés de répondre : « rien ». De Copenhague à Cancun, en passant par Cochabamba, il semblerait que nos dirigeants parlent, se parlent et parlent encore...mais se limitent toujours à un dialogue de sourds puisque finalement personne ne prend vraiment d'actions concrètes et n'admet sa part de responsabilité. A quoi sert de palabrer pendant des heures dans ces meetings internationaux, qui, bien qu'ils aient pour objectif de rendre plus « écologique » notre société capitaliste, font déplacer des milliers de personnes, engendrent de nouvelles émissions de carbone et coûtent une fortune<sup>7</sup> ?

A la question « que peut-on faire ? », il s'agit, par contre, d'apporter des réponses concrètes et crédibles. Beaucoup ont reproché le manque de crédibilité aux solutions proposées jusqu'ici, celles-ci reposant en effet sur des mécanismes de marché<sup>8</sup> qui se substituent à l'action publique et collective, pourtant nécessaires !(10) Par ailleurs, le marché de droit à polluer est inacceptable, tout comme les solutions alternatives (comme le nucléaire ou les agrocarburants industriels) ne font que postposer ou déplacer le problème. Établir une justice climatique ne se fera pas sans un changement radical de la société, une société qui prônera la démocratisation de l'énergie, la réorientation des investissements vers des énergies renouvelables, la protection des biens publics mondiaux comme l'énergie, le climat, les forêts, la terre, l'eau, la garantie de la souveraineté alimentaire des pays du Sud, etc.(10) Bref toute une série d'actions concrètes sont possibles à tous les niveaux. Aussi bien à l'échelon individuel

---

6 D'autres plus optimistes considèrent en effet que Copenhague constitue « une avancée significative, non pas sur le fond mais sur la forme. (...) C'est l'occasion pour les dirigeants de se parler, de mettre les problèmes sur la table et de les affronter » (7)

7 « On estime à 143 millions d'euros les dépenses liées au déplacement et au séjour des 15 000 délégués venus du monde entier à Copenhague. Cette somme représente : les vols, les frais de séjour (hôtel, repas...), les frais de déplacement à Copenhague (voitures, surveillance policière...) ainsi que les salaires du personnel accompagnant les délégations (traducteurs, experts du climat...). A cela s'ajoute le coût des émissions de carbone générées par ce Sommet. D'après les estimations, 40,500 tonnes de CO<sub>2</sub> ont été rejetées dans l'atmosphère pendant ces deux semaines, ce qui représente un coût de presque plus de 1 million d'euros (le prix de la tonne de CO<sub>2</sub> est estimé à 29 euros). » (9)

8 Alors que la crise économique et financière nous montre bien que ces mécanismes de marché sont défaillants.

qu'international. Encore faudrait-il que nos dirigeants cessent de palabrer et décident d'agir !

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. TOUSSAINT E, « Climat : les apprentis sorciers de la Banque Mondiale et du FMI ». (en ligne) c2007 (consulté le 09/07/10) Disponible sur : <http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article1555>
2. Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, « Climat, la faute mortelle du capitalisme ». (en ligne) c2009 (consulté le 6/07/10) Disponible sur <http://www.cadtm.org/Climat-la-faute-mortelle-du>
3. Le Soir, « Climat et population : danger et diversion ». (en ligne) c2009 (consulté le 6/7/10) Disponible sur : [www.lesoir.be](http://www.lesoir.be)
4. Siréas, « Copenhague, pourquoi avons-nous assisté à tant de divergences ? ». (en ligne) c2009 (consulté le 6/07/10) Disponible sur : [http://www.sireas.be/pages/IMG/pdf\\_2009-13int.pdf](http://www.sireas.be/pages/IMG/pdf_2009-13int.pdf)
5. Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, « Cochabamba : de la « guerre de l'eau » à la conférence alternative sur le climat. Interview de Pauline Lavaud ». (en ligne) c2010 (consulté le 9/07/10) Disponible sur : <http://www.cadtm.org/Cochabamba-de-la-guerre-de-l-eau-a>
6. Agence d'informations sur les luttes environnementales et sociales, « Cochabamba : quand la planète d'en bas discute du climat ». (en ligne) c2010 (consulté le 7/07/10) Disponible sur : <http://www.bastamag.net/article1006.html>
7. Natura Vox, « Mexico 2010- Copenhague et après ? ». (en ligne) c2009 (consulté le 7/07/10) Disponible sur : <http://www.naturavox.fr/climat/article/mexico-2010-copenhague-et-apres>
8. La Libre Belgique, « Copenhague, et après ? ». (en ligne) c2010 (consulté le 6/07/10) Disponible sur : <http://www.lalibre.be/archives/divers/article/568128/copenhague-et-apres.html>

9. Institut de Recherches Economiques et Fiscales, « Sommet de Copenhague : rendez l'argent ! ». (en ligne) c2009 (consulté le 7/07/10) Disponible sur : <http://www.irefeurope.org/content/sommet-de-copenhague-rendez-1%E2%80%99argent>
10. Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, « Urgence climatique, justice sociale – Copenhague décembre 2009 ». (en ligne) c2009 (consulté le 6/07/10) Disponible sur : <http://www.cadtm.org/Urgence-climatique-justice-sociale>